

La controverse à propos de Basma Kodmani

René Naba

La Nation / Mardi 17 Avril 2012

«La liberté d'information est un leurre, si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce n'est pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat» Hanna Arendt.

En hommage à Sadeq Jalal Al Azm, pionnier de la contestation syrienne (I)

Paris – Basma Kodmani fait l'objet d'une controverse dont la vivacité témoigne de l'animosité que suscite la porte-parole de l'opposition syrienne de l'extérieur et de l'ampleur du déchirement de la classe politique et intellectuelle arabe à l'égard du drame syrien et des enjeux que sous-tend la conquête de Damas tant au plan de la stratégie régionale qu'au niveau de l'imaginaire collectif arabe.

La mise en ligne, en février 2012, d'une ancienne émission télévisée française réalisée à l'occasion du salon du livre français en 2008, dont Israël était l'invité d'honneur, a fait éclater au grand jour la polémique, latente depuis l'installation du Conseil national transitoire syrien avec l'aide massive de la France.

L'émission «Bibliothèque Médecis» de la chaîne parlementaire «Public Sénat», animée par le très journaliste sarkozyste Jean Pierre El Kabbache, a été réalisée avec la participation d'écrivains israéliens et d'un ancien président du CRIF, Théo Klein, en la compagnie exclusive de l'universitaire franco-syrienne.

Sa réactivation, selon toute vraisemblance, paraissait destinée à discréditer la porte-parole de l'opposition en suggérant sa connivence avec Israël et le lobby pro israélien de France.

Une caution moderniste à une alliance rétrograde

Universitaire à l'expertise reconnue, Basma Kodmani a bénéficié d'un soutien de poids dans cette bataille de l'opinion avec le témoignage de l'universitaire américano palestinien Rachid Khalid, de l'éditeur franco syrien Farouk Mardam Bey, petit fils d'un chef du combat nationaliste syrien du temps du mandat français, l'ancien premier ministre Jamil Mardam Bey, et de Leila Chahid, ancien délégué de Palestine en France. Le trio a dénoncé la «perversité» du procédé dont l'objectif répondait au souci de «discréditer une vraie militante de la cause palestinienne».

Auteure d'une thèse sur les réfugiés palestiniens, Basma Kodmani a collaboré avec des personnalités palestiniennes de premier plan, tel Faysal Hussein, à des projets humanitaires et politiques. A son actif figurent notamment le projet de parrainage d'enfants des camps de réfugiés palestiniens avec de riches familles arabes de Palestine et d'ailleurs, de même que plusieurs pétitions de personnalités occidentales en faveur des Palestiniens.

Mais la propulsion au poste de porte-parole de l'opposition syrienne de cette chercheuse à l'IFRI (Institut Français de Relations Internationales), le fortin atlantiste de la pensée stratégique de la diplomatie française, de surcroît ancienne directrice de la branche régionale de la Ford Foundation au Caire, et auditrice assidue au Forum de Bilderberg, la plateforme décisionnelle des cosmocrates de la trilatérale (Etats-Unis, Europe, Japon) a été perçue par des franges de l'opinion arabe comme une volonté de conférer un halo de modernité à une opposition largement dominée par les «Frères Musulmans».

Un effet d'image destiné à gommer dans l'opinion le congrès de juillet 2011, tenu à Paris par les Frères Musulmans, sous l'égide de Bernard Henry Levy, le plus en vue des intellectuels français pro-israéliens, désastreux pour la crédibilité de l'opposition syrienne. Une opération de ravalement cosmétique à une alliance rétrograde, boudée d'ailleurs à ce titre par d'authentiques résistants de l'intérieur.

Le rôle d'un intellectuel progressiste

L'empressement de l'universitaire franco syrien Bourhane Ghalioune à obtenir l'adoubement du prédicateur islamique Youssef Al-Qaradawi a confirmé cette hypothèse, en même temps qu'elle discréditait le nouveau chef nominal de l'opposition syrienne, en ce que sa renonciation à sa posture laïque antérieure a signé la marque d'un renoncement. Sa précipitation à donner des gages au camp israélo-américain en annonçant la rupture du ravitaillement stratégique du Hezbollah libanais en cas de victoire, la marque d'un reniement, plongeant dans la consternation ses parrains par son amateurisme contre-productif et découragé bon nombre de ralliement à sa cause.

A son indépendance, la Syrie confiait la direction de son gouvernement à une personnalité chrétienne, Farès al-Khoury, indice de sa maturité politique et du dépassement des clivages ethnico-religieux. Soixante ans plus tard, un intellectuel qui a forgé sa réputation sur la critique des pratiques religieuses de son pays, fait acte d'allégeance à l'Islam atlantiste et pétrolier, en gage de sa promotion politique, un signe indiscutable de régression civique.

Le devoir d'un intellectuel progressiste est de faire conjuguer Islam et progressisme et non de provoquer l'abdication intellectuelle des progressistes devant un islamisme basique, invariablement placé sous les fourches caudines israélo-américaines. Originaire de la ville de Homs, d'une famille pétrie de dialectique marxiste, l'auteur du «malaise arabe» aurait dû se souvenir que ce malaise-là résulte principalement de la démission des élites et de leur embrigadement dans le rôle de caution aux équipées impériales.

Fille d'un diplomate syrien ayant émarginé sur le budget de l'état syrien tout au long de sa carrière, au parcours académique, sans ancrage sur le terrain, sans tradition de lutte, nullement répertoriée dans les rangs de l'opposition historique au régime baasiste, le parachutage de Basma Kodmani au poste stratégique de porte-parole de l'opposition a été perçu comme un

pas-droit exorbitant, nullement justifié par son palmarès oppositionnel, soulignant en filigrane la volonté de la France de placer sous sa tutelle l'opposition syrienne de l'extérieur.

Plaident en ce sens l'opposition du tandem à une intervention publique à Paris, avec la complicité du Quai d'Orsay, d'un des plus prestigieux opposants syriens, à la légitimité supérieure à celle du duo, Michel Kilo, emprisonné à deux reprises par Damas, de même que le veto opposé à un résistant authentique de l'intérieur, Georges Sabra, ancien prisonnier politique et dirigeant du Parti démocratique de Syrie, à brigner la tête de l'opposition syrienne. Au prétexte de sa religion chrétienne ? De sa qualité d'homme de gauche ? Des deux à la fois ? ... Un signe d'ouverture ?

En contrechamp, le pitoyable défilé d'opposants de la dernière heure, bouffons à l'expression aléatoire, à la pensée problématique, se vautrant sur les plateaux de télévision pour le quart d'heure de célébrité médiatique, a offert un spectacle affligeant d'opportunisme indigne de la qualité du combat des opposants de l'intérieur et du niveau intellectuel de la société civile syrienne.

Ces trois faits ont posé le problème de la pertinence politique du tandem franco syrien et de leur mentor français et nourri le procès de leurs ambitions en même temps que de leur connivence avec l'ancienne puissance mandataire.

Pour un duo qui se veut représentatif de la future Syrie libre, moderne, démocratique et indépendante, son placement sous tutelle de l'ancien pouvoir colonial, un des grands soutiens aux dictateurs arabes déchus (Egypte, Tunisie), artisan du démembrement de leur pays d'origine, la Syrie, au bénéfice de la Turquie, par détachement du district d'Alexandrette, et, maître d'œuvre du blocus de Gaza sous la mandature Sarkozy, pouvait difficilement se percevoir comme une marque de génie politique, nonobstant les effets corrosifs de cette servilité sur la crédibilité du leadership de l'opposition.

Sans charisme, sans relief, sans véritable marge de manœuvre, le noyau français au sein de l'opposition syrienne est apparu, neuf mois après son lancement, comme tributaire de ses commanditaires, à la merci de leur agenda diplomatique, oubliant ou feignant d'oublier que la stratégie occidentale de la dernière décennie a visé à sanctuariser Israël et à ostraciser l'Iran en vue de consacrer une mise sous tutelle durable du monde arabe à l'hégémonie israélo-américaine.

Piètre stratège, un comble pour une spécialiste des relations internationales, elle mésestimera la force d'obstruction de la Chine, de la Russie et de l'Inde, de même que l'Afrique du sud, la moitié de l'humanité, infligeant le premier revers majeur à la diplomatie occidentale depuis l'effondrement du bloc soviétique dans la décennie 1990.

Nicolas Sarkozy, le pivot européen de l'axe israélo-américain, Alain Juppé, le ministre gaulliste néo atlantiste concédant arbitrairement et unilatéralement à Israël, en pleine bataille de Syrie, le droit de se dégager de ses obligations internationales concernant les territoires palestiniens de 1967, assurant de surcroît se ranger du côté d'Israël en cas de guerre régionale, la Turquie, l'autre manche de la tenaille qui étouffe, avec Israël, leur pays d'origine, l'Emir du Qatar, l'artisan de la désarticulation de la Libye et Youssef al Qardawi, l'ancienne bête noire de l'Occident reconverti dans l'honorabilité par le fait des royautés princiers ... on aurait rêvé meilleure caution morale à une entreprise d'une telle ampleur, la transformation démocratique de la Syrie, et, au-delà du Monde arabe.

Circonstance aggravante, le précédent géorgien de Salomé Zoubachvili, binationale franco-géorgienne, nommée ministre des Affaires étrangères de Géorgie après avoir été ambassadeur de France, a pointé la nature hybride du duo et joué en sa défaveur en ce qu'elle a posé le problème du bien-fondé d'une décision visant à confier la direction de l'opposition syrienne à des membres de la fonction publique française, c'est-à-dire à des salariés de l'ancien pouvoir colonial.

Pour rappel à l'ordre, à l'intention du lecteur arabophone, le code de conduite édicté par Nasser à l'égard des menées impérialistes :

<http://www.youtube.com/watch?v=DdgjvymnZGA&feature=youtu.be>

Et pour le lecteur francophone le résumé suivant :

Répliquant à une menace américaine de lui couper l'assistance financière, Nasser a proclamé « Les Américains menacent de nous affamer. Eh bien on mangera quatre jours sur sept, un jour sur deux, un repas sur deux.

Déplorable posture en comparaison du glorieux comportement de son lointain prédécesseur, Youssef Al Azmeh, ministre de la défense, se portant à la tête de ses armées pour mener personnellement bataille aux Français pour la défense de la patrie, à la bataille de Maysaloune, acte fondateur du nationalisme syrien face au pouvoir colonial français. Une plus grande perspicacité aurait pu réduire les critiques à leur égard. Trois personnalités de l'opposition, Haitham al-Maleh, Kamal al-Labwani et Catherine al-Telli, ont d'ailleurs démissionné du Conseil en signe de protestation contre l'autoritarisme du duo et la lourde tutelle des bailleurs de fonds pétro monarchique.

Gageons que si l'opposition syrienne de Paris avait été chapeautée par une personne de la stature du philosophe Sadeq Jalal Al Azm, une personnalité majeure de la pensée politique arabe contemporaine ou de Michel Kilo, voire même de Ryad Al Turk, un vétéran de la lutte politique syrienne, la visibilité de l'opposition aurait été plus grande, l'adhésion plus importante, l'effet d'entraînement plus dynamique et la critique moins acerbe.

Besoin des Juifs et d'Israël

Les mots ont un sens et ne constituent nullement une enfilade de paroles verbales pour la satisfaction narcissique d'une exposition médiatique.

La participation d'un arabe à un débat avec des Israéliens est de pratique courante de nos jours. Mais la présence de l'universitaire franco syrienne à une manifestation à la gloire d'Israël, boycottée par les intellectuels palestiniens et arabes en signe de protestation contre les guerres de destructions israéliennes au Liban (Juillet 2006) et de Gaza (2008) a pu paraître choquante à bien des égards en ce qu'elle bravait et les consignes de boycott et la solidarité militante, conférant une prime au bellicisme israélien à Beyrouth et à Gaza, en l'exonérant par sa présence.

Choquante en ce que ce salon du livre en l'honneur d'Israël a été volontairement programmé par Nicolas Sarkozy à deux semaines d'élections municipales aux fins de lui servir de levier auprès de l'électorat juif dans une consultation problématique, qu'il finira d'ailleurs par perdre par démagogie.

Plus choquante aura été sinon la désinvolture du moins la passivité en tout cas la maladresse de cette mère d'enfants palestiniens devant les doléances des intervenantes israéliennes, exprimant leurs craintes pour la vie de leurs enfants en service dans l'armée israélienne, sans faire valoir, en réplique, les craintes identiques de mères palestiniennes devant les ravages quasi quotidiens de l'aviation israélienne, non seulement contre les militaires mais également contre les civils palestiniens régulièrement fauchés, sans discrimination de sexe ou d'âges, dans l'indifférence quasi générale des pays occidentaux.

Parmi les autres griefs formulés à son encontre figure son «besoin» de Juifs et d'Israël qu'elle a exprimé en guise de profession de foi pour favoriser la diversité culturelle au Moyen orient.

Un «besoin» qui aurait pu trouver meilleur écho et accueil s'il s'était adressé à des pacifistes israéliens, en guise d'encouragement à leur combat, et non à des membres de l'establishment d'un pays qui se vit comme «la pointe avancée du Monde libre» face à la barbarie arabo musulmane, dont le travail de sape permanent a pulvérisé la Palestine, la terre de ses propres enfants, sa population et jusque même son identité, sans la moindre offre de paix.

Une prestation à l'allure d'une reddition intellectuelle et morale à l'imperium colonial. Une insulte à la mémoire de Rachel Corie, pacifiste américaine écrasée par un bulldozer israélien dans son combat contre le déracinement des Palestiniens de Rafah, dans la Bande de Gaza. Une insulte au combat quotidien de près de quatre millions de Palestiniens empruntant l'humiliant parcours des 700 barrages israéliens pour leur gagne-pain journalier... et qui se seraient, très franchement, volontiers, passés de ce «besoin» (2).

La réplique de Doha Shams

Doha Shams, sans détours, sans ambages, sans le moindre ménagement pour son ancienne connaissance parisienne, en déduira que Basma Kodmani est une «arabe de service» de la diplomatie française au service des intérêts stratégiques des Occidentaux.

Dans une retentissante tribune publiée le 27 février 2012 sur sa page Facebook dans le quotidien «Al Akhbar», le journal influent des cercles intellectuels et progressistes arabes, la journaliste libanaise a dénoncé l'activisme belliqueux de Mme Kodmani, «sa volonté d'acter le Chapitre VII de la charte des Nations Unies autorisant l'usage de la force», dans tous les documents officiels de l'opposition, en vue de débayer la voie à une intervention occidentale en Syrie, sur le modèle libyen. Epouse divorcée du journaliste palestinien Nabil Darwiche, Basma Kodmani-Darwiche a bénéficié d'un accès privilégié au leadership palestinien de par ses travaux, certes, mais aussi et surtout de par sa situation matrimoniale en ce que son beau-frère, un officier palestinien assassiné à Rome dans la décennie 1980, appartenait à la garde rapprochée de Yasser Arafat, le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), lui conférant le privilège statutaire de «famille de martyr».

Pour louable qu'elle ait pu être, au-delà de la satisfaction d'un amour propre personnel, sa diplomatie pétitionnaire a abouti à dédouaner à bon compte les élites occidentales de l'écrasante responsabilité de leur pays dans le drame palestinien, tant du fait de la déclaration Balfour (1917) que du fait du génocide hitlérien que de la collaboration vichyste, sans pour autant faire progresser la paix, sans refreiner pour autant l'annexion rampante de la Palestine et la déperdition de sa population.

A n'y prendre garde, la fréquentation du monde éthéré des salons veloutés de la haute administration française et des forums internationaux peut exposer son auteur à de sérieuses déconvenues. A sa déconnexion de la réalité.

Il en est ainsi de son «besoin» d'Israël précité, que de ses «murs à abattre». Pour la crédibilité de son auteur, un tel projet supposerait qu'il ne se limite pas au mur de la peur psychologique entre Israéliens et Palestiniens, mais englober tous les autres murs, sans exception, aussi bien le mur d'apartheid séparant Israël de la Cisjordanie, que le mur de la dictature militaire syrienne, tout comme le mur de la dictature religieuse pétro monarchique saoudienne, enfin, le mur de la dictature financière de l'oligarchie occidentale, les deux meilleurs alliés de la militante franco syrienne pro palestinienne.

Le syndrome Ahmad Chalabi

Une présentation unilatérale des faits peut prêter à équivoque. S'il est vrai qu'«en Syrie la propagande est en vigueur à longueur de commentaires», ainsi que le souligne à juste titre Le Monde, en date du 24 février 2012, il est non moins vrai que l'échafaudage médiatique occidental sophistiqué s'apparente, par moments, à une entreprise de manipulation de l'opinion.

Le journal de référence de la presse française aurait ainsi été plus avisé de mentionner en complément de son information, les turpitudes du camp adverse, notamment les nombreuses interceptions de livraisons d'armes opérées au Liban dans les zones sous contrôle du clan Hariri, la mise en place d'une plateforme opérationnelle de la DGST au nord Liban, au mépris du principe de la souveraineté libanaise, ou encore la réunion parallèle des barbouzards de l'Otan, en marge de la réunion «des amis de la Syrie» à Tunis, le 28 février dernier, en vue de fomenter un coup d'état à Damas.

Réédition d'un scénario éculé, le dispositif en vigueur à l'encontre de la Syrie est identique à celui mis en place à propos de l'Irak, justifiant une fois de plus le constat de Pierre Bourdieu sur «la circulation circulaire de l'information», tant au Qatar, à travers Al Jazira, qu'en France, via le quotidien Libération.

Ainsi Ahmad Ibrahim Hilal, responsable de l'information sur la chaîne transfrontière qatariote, agit depuis les combats de Syrie, il y a un an, en couple et en boucle avec son propre frère Anas Al Abda, proche du courant islamiste syrien et membre du CNT, au diapason du tandem parisien formé par Basma Kodmani, porte-parole du CNT et sa sœur Hala Kodmani, animatrice du cellule oppositionnelle syrienne à Paris et chargée de la chronique Syrie au quotidien français Libération dans une fâcheuse confusion des genres (3).

Cette proximité pose le problème de la conformité déontologique de l'attelage. Amplifié en France au niveau arabophone par Radio Orient, la radio du chef de l'opposition libanaise, Saad Hariri, partie prenante au conflit de Syrie, du jamais vu dans les annales de la communication internationale, ce dispositif frappe de caducité le discours médiatique occidental au même titre que le discours officiel syrien, en ce qu'il est obéré par «le syndrome Ahmad Chalabi».

Un Syndrome du nom de ce transfuge irakien qui avait alimenté la presse américaine des informations fallacieuses sur l'arsenal irakien, via sa nièce journaliste en poste dans l'une des principautés du golfe, implosant la crédibilité de l'employeur de la journaliste vedette du New York Times, Judith Miller, passée à la postérité comme étant «l'arme de destruction massive de la crédibilité du New York Times dans la guerre d'Irak».

Une dizaine de journalistes de premier plan ont démissionné d'«Al Jazira» en signe de protestation de sa couverture «partiale» des événements de Libye et surtout de Syrie, emportant avec eux la crédibilité de la chaîne. Promue désormais à la fonction de «lanceur d'alerte» de la stratégie occidentale à l'encontre du Monde arabe, Al Jazira a ainsi sinistré, en l'espace d'un semestre, sa réputation patiemment construite en quinze ans, et sabordé du coup son monopole sur les ondes panarabes. Par «le fait du prince» et de son maître (4).

La bataille de Syrie est une bataille décisive dont l'issue va déterminer la hiérarchie des puissances dans l'ordre régional d'une large fraction du XXI^e me siècle. Elle se doit de s'afficher comme un combat frontal des démocrates contre les imposteurs et les falsificateurs pour la préservation des intérêts fondamentaux du Monde arabe. Non un combat contre une dictature pour lui substituer une autocratie «plus soft», plus surnoise, plus conforme aux intérêts occidentaux.

Non une gesticulation mortifère d'une coalition hétéroclite cimentant une alliance contre-nature de faux prophètes contre les aspirations profondes du Monde arabe. En un mot, une opération de diversion dont l'objectif final n'est rien moins que l'enterrement en catimini de la Palestine... sous couvert de liberté et de démocratie.

Le XX^e me siècle a été marqué par l'implantation d'un «foyer national juif» à l'intersection des deux versants du Monde arabe, sa rive asiatique et sa rive africaine, rompant le continuum stratégique de l'ensemble arabe. Le XXI^e me siècle voit poindre l'emprise israélienne sur la totalité du bassin historique de la Palestine et de son arrière-plan stratégique, avec la complicité active des pétromonarchies, sans doute le directoire le plus répressif et le plus régressif de la planète, l'«idiot utile» par excellence de la stratégie hégémonique occidentale sur la zone arabo musulmane en ce qu'il se substitue aux pays occidentaux en crise systémique pour éradiquer, à ses frais avancés, sans contrepartie, toute volonté de résistance arabe. Le précédent libyen devrait inciter à la prudence au terme d'une séquence dans laquelle les Arabes auront été, dans l'allégresse, les mercenaires de leur propre perte.

L'auteur de ces lignes a vécu le septembre noir jordanien (1970) et la guerre civile libanaise (1975-1992) pour mésestimer les ravages des guerres fratricides. Que le combat soit donc mené dans la clarté. Que l'action collective prenne le pas sur les stratégies personnelles de conquête du pouvoir, et que surtout, les bourreaux du passé ne soient jamais les bienfaiteurs du futur encore moins leurs parrains.

Blanche colombe ou vipère lubrique ? Enfant du Bon Dieu ou canard sauvage ? Dindon de la farce ou paon gorgé de vanités? Avant-garde d'une escouade de combattants de la liberté visant à la transformation démocratique du Monde arabe ou intrigante nourrie d'une ambition démesurée? Tacticienne hors pair, «Arabe de service» ou «Idiot utile», pour reprendre la vieille terminologie marxiste toujours d'actualité? L'histoire, seule, dira ce que Basma Kodmani aura été en cette phase charnière de l'histoire arabe.

Les exactions des opposants syriens dénoncées par l'organisation humanitaire américaine «Human Right Watch», se superposant aux attentats de djihadistes erratiques d'Alep et de Damas, à la mi-mars 2012, et à ceux de Toulouse et de Montauban, à la même date, devraient refreiner les ardeurs belliqueuses des pays occidentaux et réduire du coup la voilure et la flamboyance de leurs poulains syriens. Solidement adossée au pouvoir sarkozyste en phase crépusculaire, particulièrement Alain Juppé, philosioniste néophyte, Basma Kodmani, de par ses projections et connections, apparaît toutefois, d'ores et déjà, comme un élément du problème et non de la solution.

Références

1- Sadeq Jalal Al Azm, un personnage considérable de la pensée politique arabe contemporaine, est l'auteur de trois ouvrages qui ont fait date: «Nakd al Fikr ad Dini (Critique de la pensée religieuse) Edition «Dar At-Tali'a» -Beyrouth, «Nakd al Fikr Ba'ada al Hazima (Critique de la pensée après la défaite)» de 1967 et «Zihniyat At Tahrim «La mentalité du tabou». Professeur de philosophie à l'Université américaine de Beyrouth, il sera convoqué à Damas pour y être jugé à la suite de la publication de son premier ouvrage «Critique de la pensée religieuse». Il sera relâché faute de preuves substantielles. Il sera par la suite professeur à l'Université de Princeton (Etats-Unis), dans la décennie 1970, avant de revenir à Damas pour y enseigner la philosophie européenne moderne et ses rapports avec l'Islam. Il est titulaire du Prix Erasmus, du Prix Léopold Lucas de l'Université de Tübingen (section théologie) et Docteur Honoris Causa de l'université de Hambourg. Ryad Al-Turk, secrétaire général du parti communiste syrien, a fait plusieurs séjours en prison. C'est le doyen des opposants politiques syriens.

2- A propos de Rachel Corrie, en guise pique de rappel, cf la lettre des parents de la jeune fille à l'occasion du neuvième anniversaire de son décès.

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article11647>

3-Ancienne collaboratrice du délégué de la Ligue arabe à Paris, puis de l'Organisation de la Francophonie, responsable de la rédaction arabe de France 24, Hala Kodmani anime depuis Mai 2011 une structure oppositionnelle à Paris, l'association «Sourya Houryia» (Syrie Liberté), poste qu'elle cumule avec ses fonctions journalistiques à Libération.

4-Pour le lecteur arabophone, ci-joint le lien sur les manipulations d'Al Jazira à propos de la couverture des événements de Syrie. <http://www.al-akhbar.com/node/44875>

5- Pour complément d'information sur la problématique de l'opposition syrienne de l'extérieur <http://www.al-akhbar.com/node/45398>

Article paru dans *En point de Mire*